

Leçons sur la croissance : pourquoi les 30 glorieuses devaient presque tout à la Reconstruction



Bien que la France vive encore dans la nostalgie des 30 glorieuses, cette période de l'histoire économique n'est rien d'autre que le produit de la reconstruction.

Avec Nicolas
Goetzmann

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'histoire économique française peut se diviser en deux phases que tout semble opposer. Entre 1945 et 1975, l'ensemble des pays développés connaît croissance et prospérité sur fond de plein emploi, aucune limite ne peut alors être fixée. Puis, depuis 1975, la naissance du chômage, la croissance faible, et l'accroissement des inégalités ont laissé le pays dans un état de nostalgie perpétuelle des 30 glorieuses. Mais cette période est révolue depuis maintenant 40 ans, il est temps de faire une croix dessus, définitive. Parce que cette heureuse parenthèse de croissance forte doit tout à la reconstruction. Puisque sans cette dernière, la France, comme les autres, n'aurait pas fait mieux que la période allant de 1975 à 2000, soit une croissance modérée.

Ceci est le résultat d'une [étude](#) réalisée par deux économistes, Petros Milionis, de l'Université de Groningen et de Tamas Vonyo, de l'Université Bocconi de Milan qui ont estimé les taux de croissance d'un large panel de pays afin d'en extirper l'impact de la reconstruction. Et selon les deux auteurs :

"Les taux de croissance élevés observés durant cette période sont le résultat d'un processus de reconstruction et de réorganisation économique qui a suivi le conflit armé le plus destructeur de l'histoire humaine".

"Nos résultats démontrent que ce processus de reconstruction a été un moteur important de la croissance au cours des décennies qui ont suivi la guerre, pas seulement en Europe mais globalement, et son impact sur les taux de croissance a duré jusqu'au milieu des années 70."

Ainsi, en traitant les données sur l'ensemble de la période couverte, tout en tenant compte de la disparité des efforts de reconstruction à produire, mais également des divergences démographiques des zones considérées, et ce, pour 73 pays, les deux économistes parviennent à une conclusion claire :

"Cette analyse arrive à la conclusion frappante que la dynamique de reconstruction, à elle seule, a élevé le taux de croissance économique durant les trois décennies qui ont suivi la fin de la deuxième guerre mondiale et ce, avec une magnitude sans précédent à une large échelle. En l'absence du choc induit par la guerre, les taux de croissance auraient été en moyenne inférieurs de 40%, et seulement légèrement supérieurs à ceux qui ont été observés entre les années 1975 à 2000."

Ce qui signifie que les 30 glorieuses doivent tout à la reconstruction et que cette période, par définition, est donc une "anomalie"

économique. Toute projection de croissance basée sur les données des 30 glorieuses aura ainsi vocation à se heurter à une autre réalité. Le potentiel de progression du PIB par habitant est voisin de 2%, et non de 4%. Dès lors, la moyenne observée en France entre 1975 et 2000, soit une croissance par habitant de 1.88%, reste sans doute un résultat perfectible pour le pays, mais n'est finalement pas très éloigné de ce potentiel.

Par contre, ce qui pose problème, c'est la suite. Car la croissance moyenne du PIB par habitant entre 2000 et 2014 a été de 0.67%, soit seulement un tiers du potentiel économique du pays. Et si la France doit oublier les 30 glorieuses, comme avait pu l'indiquer [Manuel Valls](#), cela n'est pas une raison pour se satisfaire d'une croissance anémique ayant pour résultat le chômage de masse et la stagnation des salaires.

Et si l'on souhaite être plus précis, le nouveau millénaire se fracture également en deux phases. D'une part, les années comprises entre 2000 et 2007; ou la moyenne de progression aura été de 1.4%, soit deux tiers du potentiel, et, d'autre part, la période couvrant la grande récession, depuis 2008. Et en l'espèce, cette croissance moyenne par habitant n'a atteint que le chiffre pitoyable de -0.15% sur ces 7 dernières années. Soit un manque à gagner total de 16% de croissance par habitant.

Croissance par habitant. Moyenne sur 10 ans. France. Source INSEE

□

Et cette nouvelle configuration de croissance est observable à l'œil nu si l'on considère les moyennes de taux de croissance par habitant sur des périodes de 10 ans. S'il est bien illusoire d'attendre un retour à la croissance magique des années 1945-1975, la période suivante se caractérise quand même par une stabilité relative, proche des 2%, et encore tout à fait atteignable aujourd'hui.

Parce que l'arrivée de 2008 procède d'un autre phénomène. Il ne s'agit absolument pas d'une suite logique de la lente érosion de croissance qui frappe le pays depuis 40 ans, mais d'un événement spécifique, momentané, et qui n'a rien d'irréversible.

Il n'est donc pas question de restaurer les 30 glorieuses, mais de mettre en place une politique permettant au moins un retour à la normale. C'est-à-dire une progression de la croissance, par tête, à un taux annuel de 2%. Et si l'on veut absolument penser aux 30 glorieuses, il est alors possible de considérer que le rattrapage de la croissance perdue depuis 2008 est possible.

Parce que le pays est en capacité de connaître une croissance plus forte aussi longtemps qu'il n'aura pas rejoint son plein potentiel. Le temps de combler la faille béante qui été provoquée par 2008. Puis, enfin, de revenir à son taux de progression "normal" de 2%. Ce qui passe par la mise en place de politiques économiques coordonnées, aussi bien au niveau national qu'europpéen. Entre une large relance de la demande par la BCE, sur le modèle américain, et le grand chantier d'une politique de l'offre au niveau national.